

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Sommet de Paris : Ali Bongo Ondimba hôte d'Emmanuel Macron hier

Paris depuis mardi dans le cadre du Sommet qui s'ouvre aujourd'hui à l'initiative de la France, le numéro un gabonais a échangé avec son homologue français au palais de l'Élysée. Lesdites assises auxquelles prendront part plusieurs dirigeants mondiaux, auront pour principal objectif de mettre en place les mécanismes de financement de lutte contre les changements climatiques dans le monde.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, qui séjourne à Paris depuis mardi soir, a été reçu à l'Élysée hier, par son homologue français Emmanuel Macron. Cela à la veille du Sommet pour le nouveau pacte de financement de la lutte contre les changements climatiques. Un entretien qualifié de "très chaleureux et constructif" par le numéro un gabonais.

"Nous partageons la même ambition pour la Planète. Les pays qui, comme le Gabon, contribuent de façon importante à la lutte contre le réchauffement climatique doivent être plus accompagnés", a twitté le chef de l'Etat au terme de cette rencontre.

Il faut souligner que dans une sorte de "sursaut de solidarité des pays riches" envers ceux vulnérables aux changements climatiques, une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, des représentants des institutions financières internationales, des membres du secteur privé, des experts du climat et des membres de la société civile se réunissent ce jeudi, à l'initiative du président Emmanuel Macron. Une



Poignée de main entre le président Ali Bongo Ondimba et son homologue français, Emmanuel Macron, sur le perron de l'Élysée.

rencontre dont l'objectif est, selon les autorités françaises, de "bâtir un nouveau contrat entre le Nord et le Sud".

Ainsi, au fil des mois, alors que les pays du Sud font face à une inflation galopante, les enjeux se sont élargis. Au palais Bron-

gnart, où se tiennent les assises, les acteurs mobilisés tenteront ainsi de poser les jalons d'une refonte de tout le système financier mondial, en adaptant les institutions de Bretton Woods (Fonds monétaire international et Banque mondiale), aux défis

de l'heure.

Ce n'est donc pas de façon fortuite que certains dirigeants, dont Emmanuel Macron, Joe Biden, Olaf Scholz, la Première ministre de la Barbade Mia Mottley, le Premier ministre britannique Rishi Sunak ou encore le président

du Brésil Luiz Inacio Lula da Silva, ont affirmé, par le biais d'une tribune que : "Nous œuvrons de manière urgente afin que notre système en fasse plus pour les populations et pour la planète". Ils se sont engagés à "avancer sur des mesures concrètes" pour une "transition écologique juste et solidaire".

D'ailleurs, pour ces besoins financiers, un groupe d'experts indépendants sur le financement de la lutte contre le changement climatique, créé sous l'égide des Nations unies, a estimé en 2022 que les pays en développement devront dépenser plus de 2000 milliards de dollars par an, entre autres.

Lors de ce "sommet pour un nouveau pacte financier mondial", les États ne mettront pas la main au porte-monnaie mais devraient discuter des moyens de financements les plus efficaces. Et les premiers à l'ordre du jour sont ceux issus d'engagements déjà établis. "Les pays développés s'étaient déjà engagés à allouer 0,7 % de leur richesse aux pays en développement et à verser 100 milliards de dollars pour le climat. Mais pour le moment, ces fonds n'ont été que partiellement, voire jamais, distribués", a récemment dénoncé un responsable d'ONG.

La France reconnaît cependant que Paris n'aura "pas la capacité de décider" lors de ces assises. Selon l'Élysée, il vise surtout à établir une feuille de route pour les prochains mois. "Cet événement va permettre de mettre beaucoup de sujets importants au centre des discussions internationales", salue Cécile Duflot, ancienne ministre de l'ex-président français, François Hollande, présidente de l'ONG Oxfam.

Ce sommet prendra fin demain avec l'objectif renouvelé de bâtir un système financier plus solide pour mieux armer les États en proie au dérèglement climatique et la pauvreté.

Contrepoint

Un engagement sans faille

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Plusieurs chefs d'Etat dont le Gabonais Ali Bongo Ondimba, et d'autres acteurs engagés dans le combat contre les changements climatiques se retrouvent aujourd'hui dans la capitale française pour écrire une page supplémentaire de cette problématique qui préoccupe le monde depuis plusieurs décennies. Cette page sera consacrée à la recherche des mécanismes pour un nouveau pacte de financement dudit combat.

Connaissant la constance de l'engagement du Gabon et de son président, d'aucuns s'accordent à dire que le rendez-vous de l'Hexagone sera une nouvelle occasion pour le numéro un gabonais de mener un nouveau plaidoyer en faveur d'une implication financière plus manifeste des pays industrialisés dans la préservation de l'environnement. Ce sera également le lieu pour lui de réaffirmer la détermination de son pays pour la protection de la biodiversité...

Le président de la République ne manquera pas de saisir l'opportu-

unité que lui offre cet événement de haut niveau pour magnifier les efforts déployés par le Gabon pour la préservation de ses forêts. Toute chose qui lui confère un certain leadership...

On sait que le Gabon est considéré au niveau mondial comme l'un des pays les plus engagés en faveur de la protection du climat et de la biodiversité. Les politiques qu'il met en œuvre, notamment via les parcs nationaux, sont considérées comme exemplaires et servent de modèles à d'autres pays d'Afrique. Selon certaines études, notre

pays absorbe environ 100 millions de tonnes de CO2 net par an. Chaque seconde, le Gabon capte 3 tonnes de CO2. Ce qui prouve qu'on est en bonne voie vers une économie durable. Et d'ici à 2030, le pays s'est engagé à sanctuariser 30% de son territoire en aires protégées (mer, terre et eaux douces).

Autant d'arguments qui montrent que l'engagement des autorités gabonaises en faveur de la protection de l'environnement est sans faille.